



MARTIN & CIE
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS
SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

1100, rue Notre-Dame
Lachine (Québec)
H8S 2C4

Téléphone :
514.637.7887

Télocopieur :
514.637.3566

Internet :
www.martin-cie.com

Courriel :
l.martin@martin-cie.com

PARTI UNITÉ NATIONALE

ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 2016

SOMMAIRE

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
Résultats et évolution de l'actif net	4
Flux de trésorerie	5
Bilan	6
Notes complémentaires	7 - 10
Renseignements complémentaires	11 - 20



MARTIN & CIE
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS
SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

1100, rue Notre-Dame
Lachine (Québec)
H8S 2C4

Téléphone :
514.637.7887

Télécopieur :
514.637.3566

Internet :
www.martin-cie.com

Courriel :
l.martin@martin-cie.com

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À la direction du
Parti Unité Nationale

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Parti Unité Nationale, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2016, et les états des résultats et évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme le mentionne la note 2, il existe un doute important quant au bien-fondé de l'hypothèse de la continuité compte tenu de l'insuffisance des produits sur les charges des exercices antérieurs et d'un fonds de roulement négatif.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Parti Unité Nationale au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Martin & Cie
Par Louis Martin, CPA auditeur, CA

Louis Martin, CPA auditeur, CA

Lachine
Le 21 avril 2017



PARTI UNITÉ NATIONALE
RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

4

	2016	2015
Produits		
Allocation du Directeur général des élections pour les contributions	16 055 \$	10 020 \$
Allocation du Directeur général des élections selon le pourcentage du vote électoral	533	526
Contributions	6 422	4 008
Adhésions	167	97
Remboursement des frais d'audit	1 436	1 437
Transfert d'une instance au parti	-	97
Transfert de l'agent officiel au parti	-	134
	<u>24 613</u>	<u>16 319</u>
Charges		
Activités à caractère politique	195	48
Activités de financement	943	397
Frais de déplacement pour activités politiques	1 287	187
Publicité	2 071	1 190
Réseaux sociaux et site Web	334	860
Dépenses pour commémorer un décès	-	450
Honoraires pour administration	740	593
Frais locatifs	1 200	1 200
Télécommunications	185	193
Frais de bureau	681	517
Frais de déplacement et de représentation	669	1 769
Transferts aux entités autorisés	-	222
Frais d'audit	2 874	3 449
Intérêts et frais bancaires	332	477
Intérêts sur la dette à long terme	2 444	3 086
	<u>13 955</u>	<u>14 638</u>
Excédent des produits sur les charges	10 658	1 681
Actif net au début	<u>(36 483)</u>	<u>(38 164)</u>
Actif net à la fin	<u>(25 825) \$</u>	<u>(36 483) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

PARTI UNITÉ NATIONALE

FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

5

	2016	2015
Activités de fonctionnement		
Excédent des produits sur les charges	<u>10 658</u> \$	<u>1 681</u> \$
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Allocation du Directeur général des élections à recevoir	(375)	(498)
Contributions des instances à recevoir	-	45
Taxes de vente à recevoir	(418)	-
Fournisseurs et frais courus	(3 833)	4 431
Remboursement de frais au DGÉQ	(5)	(3)
Remboursement de contribution au DGÉQ	<u>49</u>	<u>-</u>
	<u>(4 582)</u>	<u>3 975</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>6 076</u>	<u>5 656</u>
Activités de financement		
Emprunts à long terme	-	20 711
Remboursement de la dette à long terme	<u>(7 889)</u>	<u>(25 247)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>(7 889)</u>	<u>(4 536)</u>
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 813)	1 120
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	<u>2 111</u>	<u>991</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	<u><u>298</u></u> \$	<u><u>2 111</u></u> \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

PARTI UNITÉ NATIONALE

BILAN

31 DÉCEMBRE 2016

6

	2016	2015
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	298 \$	2 111 \$
Allocation du Directeur général des élections à recevoir	873	498
Taxes de vente à recevoir	<u>418</u>	<u>-</u>
	<u>1 589 \$</u>	<u>2 609 \$</u>
Passif		
Passif à court terme		
Fournisseurs et frais courus	3 572 \$	7 405 \$
Remboursement de frais au DGÉQ	30	35
Remboursement de contribution au DGÉQ	49	-
Versements sur la dette à long terme (note 5)	<u>8 712</u>	<u>8 385</u>
	12 363	15 825
Dette à long terme (note 5)	<u>15 051</u>	<u>23 267</u>
	27 414	39 092
Actif net négatif		
Non affecté	<u>(25 825)</u>	<u>(36 483)</u>
	<u>1 589 \$</u>	<u>2 609 \$</u>

Pour le conseil d'administration,

_____, Représentant officiel

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. AUTORISATION

Le parti Démocratie Chrétienne du Québec a été autorisé par le Directeur général des élections en vertu de la Loi électorale, le 15 mai 2002.

Le 27 juin 2012, le Directeur général des élections a autorisé le Parti Démocratie Chrétienne du Québec à changer sa dénomination pour Parti Unité Nationale.

2. CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus fondés sur la pérennité de l'exploitation, laquelle sous-tend que le Parti sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités. Cependant, l'utilisation des normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif fondées sur la pérennité du Parti risque d'être inappropriée parce qu'il existe un doute important quant au bien-fondé de l'hypothèse de la continuité. En effet, compte tenu de l'insuffisance des produits sur les charges des exercices antérieurs et d'un fonds de roulement négatif, la capacité du Parti de s'acquitter de ses dettes dépend de l'augmentation du nombre de membres et d'un support accru de ceux-ci. Cependant, la direction a adopté un plan qui permettra d'accroître substantiellement le nombre de membres et leurs contributions ainsi que les allocations du Directeur général des élections y afférentes, ce qui dégagera les liquidités pour faire face à ces faits. Les états financiers n'ont pas subi les rajustements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de la continuité ne convenait pas, parce que la direction estime que les mesures décrites précédemment atténueront les faits et conditions qui font douter du bien-fondé de cette hypothèse.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Le parti applique les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité.

Comptabilisation des produits

Les contributions sont comptabilisées lors de leur encaissement.

Les droits d'adhésion et les allocations sont comptabilisés dans l'exercice auquel ils se rapportent.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du parti consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

Le parti évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse et de l'allocation du Directeur général des élections à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des fournisseurs et frais courus, des remboursements de frais et de cotisation du Directeur général des élections et de la dette à long terme.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, le parti détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si le parti détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Coûts de transaction

Le parti comptabilise ses coûts de transactions dans les résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transactions relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

PARTI UNITÉ NATIONALE
NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2016

9

4. CONTRIBUTIONS

	Nombre	2016	2015
Période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016	<u>84</u>	<u>6 422 \$</u>	<u>4 008 \$</u>

5. DETTE À LONG TERME

	2016	2015
Effets à payer, 9,0%, remboursables par versements trimestriels de 1 212 \$ en capital et intérêts, échéant en novembre 2018	9 280 \$	12 623 \$
Effet à payer, 9,0%, remboursable par versements trimestriels de 1 297 \$ en capital et intérêts, échéant en février 2020	<u>14 483</u>	<u>19 029</u>
	23 763	31 652
Versements sur la dette à long terme	<u>8 712</u>	<u>8 385</u>
	<u>15 051 \$</u>	<u>23 267 \$</u>

Les versements en capital à effectuer au cours des quatre prochains exercices sont les suivants :

2017	8 712 \$
2018	8 980
2019	4 802
2020	<u>1 269</u>
	<u>23 763 \$</u>

6. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

Le parti, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. Les principaux sont détaillés ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le parti éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. Le parti est exposé à ce risque principalement à l'égard de sa dette à long terme et ses créiteurs.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt. Le parti est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent le parti à un risque de juste valeur puisque celle-ci varie de façon inverse aux variations des taux d'intérêt du marché.



PARTI UNITÉ NATIONALE

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

LISTE DES EMPRUNTS

Emprunt no.	<u>Nom, prénom et adresse du prêteur</u>	<u>Date de l'emprunt</u>	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Solde au début</u>	<u>Montant emprunté en 2016</u>	<u>Montant remboursé en 2016</u>	<u>Solde à la fin</u>	<u>Intérêts payés en 2016</u>	
1	Mme Josée Lafontaine 3440, chemin Tour du Lac Hérouxville (Québec) G0X 1J0	2011-11-30	9,00%	6 312		1 920	4 392	488	
2	M. Michel Bélanger 1850, rue Maurice St-Cyrille de Wendover (Québec) J1Z 1Z7	2011-11-30	9,00%	6 311		1 423	4 888	488	
3	M. Gilles Noël 1331, 1ère Avenue Grand-Mère (Québec) G9T 2Z7	2015-02-11	9,00%	19 029		4 546	14 483	1 468	
TOTAL					31 652	0	7 889	23 763	2 444



PARTI UNITÉ NATIONALE
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

ÉTABLISSEMENT OÙ SONT DÉPOSÉES LES SOMMES RECUEILLIES

<u>Nom de l'établissement</u>	<u>Adresse de l'établissement</u>	<u>No de compte</u>
Caisse Desjardins du Centre-de-la- Mauricie	2500, 105ième Avenue Shawinigan Sud (Québec) G9P 1P6	



PARTI UNITÉ NATIONALE

 CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT
 Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, Bulletin B-1
 Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2016

SOURCES DE FINANCEMENT							
Entités autorisées		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
Financement du DGE	Référence à la Loi électorale	Annuelles \$	Électorales \$	Annuelles \$	Électorales \$		
Allocations	Section I, Ch. Art. 82, 82.1	532,64	-			532,64	2,2%
Revenus d'appariement	Art. 82.2	16 055,00	-			16 055,00	65,2%
Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, Chap. II Art. 112	1 437,19				1 437,19	5,8%
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I		-		-	-	0,0%
Total du financement du DGE		18 024,83	-		-	18 024,83	73,2%
Revenus autonomes	Tableau I	6 589,00		-		6 589,00	26,8%
Transferts des entités autorisées		-		-		-	
Total du financement du parti et des instances		24 613,83	-	-	-	24 613,83	100%
Financement total		24 613,83		-			

UTILISATION DU FINANCEMENT								
Dépenses		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	
	Référence à la Loi électorale	Annuelle \$	Électorale \$	Annuelle \$	Électorale \$			
Administration courante	Tableau II	8 821,21		-		8 821,21	35,8%	
Communication et diffusion d'un programme politique		2 405,33		-		2 405,33	9,8%	
Coordination de l'action politique		2 729,21		-		2 729,21	11,1%	
Transferts aux entités autorisées		-		-		-		
Dépenses ayant trait aux élections				-		-	-	0,0%
Autres dépenses				-		-	-	0,0%
Total des dépenses du parti et des instances		13 955,75	-	-	-	13 955,75	56,7%	
Dépenses totales		13 955,75		-				
Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses		10 658,08		-		10 658,08		
Annuelles : 10 658,08 \$ Électorales : - \$								
Variation du financement par les postes du bilan								
Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau III	(1 812,48)		-		(1 812,48) \$	-7,4%	
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autre que la trésorerie		4 581,42		-		4 581,42 \$	18,6%	
Acquisition (disposition) des actifs à long terme		-		-		- \$	0,0%	
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme		7 889,14		-		7 889,14 \$	32,1%	
Financement total utilisé		24 613,83		-		24 613,83 \$	100%	

Déclaration du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

 21 avril 2017
 Date

Signature du représentant officiel



PARTI UNITÉ NATIONALE
 Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2016

TABLEAU I : REVENUS

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	\$	\$	
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES				
<i>Avances et remboursements du DGE</i>	-	-	-	Ligne 5
<i>Moins : remboursement d'avances excédentaires</i>	-	-	-	Ligne 21
Total du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
REVENUS AUTONOMES				
<i>Contributions</i>	6 422,00	4 008,00	-	Ligne 1 (Annexe 3)
<i>Adhésions (cartes de membres)</i>	167,00	97,00	-	Ligne 2
<i>Revenus d'activités politiques</i>	-	-	-	Ligne 3
<i>Revenus accessoires</i>	-	-	-	Ligne 4
<i>Remboursement TPS/TVQ</i>	-	-	-	
<i>Intérêts gagnés</i>	-	-	-	Ligne 9
<i>Transfert de l'agent officiel au parti</i>	-	134,32	-	Ligne 10 à 18
<i>Autres revenus (préciser)</i>	-	-	-	
Total des revenus autonomes	6 589,00	4 239,32	-	
TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES				
<i>Des instances au parti</i>				
<i>Cession du remboursement des dépenses électorales</i>	-	-	-	
<i>Autres revenus de transferts</i>	-	96,70	-	
Total des transferts des instances au parti	-	96,70	-	
<i>Du parti aux instances</i>				Ligne 6
<i>Entre instances</i>				Ligne 7
Total des transferts	-	96,70	-	

TABLEAU II : DÉPENSES

	\$	\$	\$	
ADMINISTRATION COURANTE				
<i>Salaires et charges sociales</i>				
<i>Direction générale et personnel d'encadrement</i>	-	-	-	
<i>Recrutement de membres et financement</i>	-	-	-	
<i>Personnel administratif et informatique</i>	-	-	-	
<i>Charges sociales</i>	-	-	-	
Total partiel	-	-	-	
<i>Honoraires et autres rémunérations</i>				
<i>Administration</i>	740,00	592,50	-	
<i>Vérification (audit)</i>	2 874,38	3 449,38	-	
<i>Juridiques</i>	-	-	-	
<i>Autres (préciser)</i>	-	-	-	
Total partiel	3 614,38	4 041,88	-	
<i>Locaux et frais afférents</i>				
<i>Loyer</i>	1 200,00	1 200,00	-	Ligne 30
<i>Taxes foncières et assurances</i>	-	-	-	
<i>Entretien et réparations</i>	-	-	-	
<i>Chauffage et électricité</i>	-	-	-	
<i>Amortissement bâtiments et améliorations locatives</i>	-	-	-	
Total partiel	1 200,00	1 200,00	-	
<i>Fonctionnement</i>				
<i>Télécommunications</i>	185,34	192,60	-	Ligne 31
<i>Secrétariat et frais de bureau</i>	680,92	516,57	-	Ligne 28
<i>Location et entretien des équipements</i>	-	-	-	
<i>Frais de déplacement et de représentation</i>	365,11	1 769,09	-	
<i>Amortissement mobilier et équipements</i>	-	-	-	
Total partiel	1 231,37	2 478,26	-	
<i>Frais financiers</i>				
<i>Intérêts sur emprunts</i>	2 443,53	3 086,16	-	Ligne 20
<i>Frais de service et d'administration</i>	331,93	477,00	-	Ligne 33
Total partiel	2 775,46	3 563,16	-	
<i>Autres (préciser)</i>	-	-	-	Ligne 34 à 41
Total administration courante	8 821,21	11 283,30	-	



PARTI UNITÉ NATIONALE
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2016

TABLEAU II : DÉPENSES (suite)

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	C	\$	
COMMUNICATIONS ET DIFFUSION D'UN PROGRAMME POLITIQUE				
Rémunération: salaires, honoraires et charges sociales	-	-	-	
Publicité	2 071,27	1 189,74	-	Ligne 29
Réseaux sociaux et sites Web	334,06	859,79	-	
Relations publiques	-	-	-	
Frais de déplacement et de représentation	-	-	-	
Amortissement logiciels et sites Web	-	-	-	
Autres (préciser)	-	-	-	
Total communications et diffusion d'un programme politique	2 405,33	2 049,53	-	
COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE				
Rémunération: salaires, honoraires et charges sociales	-	-	-	
Activités de financement	300,00	396,85	-	Ligne 25
Activités politiques	2 231,77	-	-	
Frais de participation: réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	197,44	187,20	-	Ligne 27
Autres (préciser)	-	-	-	
Total partiel	2 729,21	584,05	-	
Dépenses de campagne à la direction	-	-	-	
Moins: Remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9°)	-	-	-	
Total partiel	-	-	-	
Total coordination de l'action politique	2 729,21	584,05	-	
TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES				
Des instances au parti	-	-	-	Ligne 22
Du parti aux instances	-	-	-	
Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
Autres dépenses de transfert	-	222,36	-	
Total des transferts du parti aux instances	-	222,36	-	
Entre instances	-	-	-	Ligne 23
Total des transferts aux entités autorisées	-	222,36	-	
DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS				
Transferts aux agents officiels	-	48,39	-	Ligne 24
Dépenses préélectorales et postélectorales	-	-	-	
Dépenses électorales attribuables aux agents officiels	-	-	-	Ligne 26
Moins: Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	-	-	-	
Dépenses électorales remboursées par les agents officiels	-	-	-	
Fermeture du fonds électoral	-	-	-	Ligne 8
Autres (préciser)	-	-	-	
Total des dépenses ayant trait aux élections	-	48,39	-	
AUTRES DÉPENSES				
Contributions non conformes d'un exercice précédent	-	-	-	Ligne 32
Amendes et pénalités	-	-	-	
Dons, cadeaux, soirées hommages, etc.	-	450,00	-	
Autres (préciser)	-	-	-	
Total autres dépenses	-	450,00	-	
Total des dépenses du parti et des instances	13 955,75	14 637,63	-	

TABLEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Variation cumulée des instances Non audité
	\$	\$	\$
Encaisse (découvert d'encaisse)	298,24	2 110,72	-
Petite caisse	-	-	-
Placements encaissables sur demande	-	-	-
Marge(s) de crédit bancaire	-	-	-
Total de la trésorerie	298,24	2 110,72	
Variation de la trésorerie		(1 812,48)	-